



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement

social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Priests for Life, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

La promotion du territoire comme base du développement durable à long terme des régions

Le monde d'après-2015 cherche à placer l'humain au cœur du développement durable, comme le stipule « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », de façon à « faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans des conditions de dignité et d'égalité et dans un environnement sain ».

Dans son discours aux Nations Unies, le Pape François a appelé au respect de la vie de tous en déclarant : « La maison commune de tous les hommes doit continuer de s'élever sur une juste compréhension de la fraternité universelle et sur le respect de la sacralité de chaque vie humaine, de chaque homme et de chaque femme; des pauvres, des personnes âgées, des enfants, des malades, des enfants à naître, des chômeurs, des laissés-pour-compte, de ceux qui sont jugés bons à exclure, parce qu'on ne les perçoit plus que comme des chiffres de telle ou telle statistique ».

Priests for Life pense également que notre maison commune doit s'édifier sur des bases qui tiennent compte de la fraternité universelle et du respect de la sacralité de toute vie humaine. Nous sommes convaincus que les politiques de développement social doivent promouvoir le bien-être, la dignité et la valeur de tous – à savoir de toute vie humaine, sans exception – pour parvenir à un monde dans lequel la valeur de toute vie, de la conception à la mort naturelle, est reconnue et respectée.

Priests for Life considère que chaque individu est en mesure de contribuer de façon significative à l'élimination de la pauvreté et que l'on ne peut se passer d'aucune vie, même si celle-ci est jugée « encombrante ». Le respect de la vie constitue le fondement des politiques qui sont à même de libérer les pays et, surtout, les populations de la pauvreté.

Il convient, dans tous les domaines du développement social, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques intégrées en faveur de l'inclusion sociale des individus, et non de leur exclusion ou de leur élimination. Le monde que nous souhaitons aujourd'hui est un monde dans lequel chaque vie humaine est estimée pour sa valeur intrinsèque. Nul membre de la communauté humaine ne devrait être privé de son droit à la dignité ou marginalisé et considéré comme un problème plutôt que comme un éventuel acteur du développement social. Cela s'applique tout particulièrement à ceux que l'on élimine avant même la naissance, à ceux qui souffrent d'un handicap ou qui sont atteints de troubles ou d'une maladie, qui sont âgés ou qui souffrent de sénilité ou d'une maladie terminale.

Nul membre de notre famille ne devrait être privé de sa dignité humaine ou se voir refuser son droit le plus fondamental, le droit à la vie, sur la base d'opinions subjectives selon lesquelles telle vie est « encombrante », et donc « jetable ».

Cela est particulièrement vrai au sujet de l'avortement puisque de nombreux pays, cultures et religions du monde accordent beaucoup d'importance aux vies nouvelles et s'efforcent de protéger les enfants à naître et leurs mères de la violence

que représente cette pratique, tout en subissant des pressions extérieures visant à les faire changer leurs politiques et leurs lois en la matière.

Le contrôle démographique et les programmes de santé génésique qui visent à se débarrasser d'enfants au moyen de l'avortement sont discriminatoires à l'égard des enfants à naître et contraires à la Convention relative aux droits de l'enfant dans laquelle il est rappelé que « l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance ». Le fait de ne pas valoriser la famille et son génie procréatif a conduit à des taux insuffisants de renouvellement générationnel, ce qui représente des défis d'une ampleur sans précédent pour de plus en plus d'États membres.

Les stratégies de contrôle démographique ont aussi donné lieu à un déséquilibre des naissances dans les pays qui ont une préférence pour les garçons et dans lesquels la détermination du sexe au stade prénatal a été adoptée dans le but de se débarrasser des embryons féminins, et donc de futures mères. Aujourd'hui, cette « pénurie de filles » par millions a pour effet d'accroître les violences contre les femmes, lesquelles sont enlevées et vendues comme épouses, ou contre les jeunes filles, lesquelles sont soumises à la prostitution et à l'exploitation sexuelle, ce qui a pour résultat de priver de protection sociale des millions de femmes et de filles.

L'élimination des embryons féminins représente aussi des millions de filles et de belles-filles qui, si elles avaient pu naître, seraient aujourd'hui des aidantes familiales pour leurs aînés. Compte tenu de la modification de l'équilibre intergénérationnel de la famille, les plus âgés ont de plus en plus besoin de politiques qui assurent leur prise en charge et les protègent des mauvais traitements. Privés du rôle d'aidantes traditionnellement assuré par les femmes, les gouvernements ont bien des difficultés à trouver les moyens de subvenir aux besoins de nos populations vieillissantes. Les préoccupations se font de plus en plus nombreuses au regard des soins aux aînés, et notamment compte tenu du nombre grandissant de personnes âgées dépendantes dans les établissements spécialisés qui souffrent de troubles cognitifs, comme la maladie d'Alzheimer.

Le faible taux de natalité que connaissent de plus en plus de pays a conduit à une pénurie de jeunes travailleurs susceptibles de cotiser aux régimes de sécurité sociale et de retraite et de remplacer leurs aînés, lesquels se trouvent par conséquent contraints de continuer à travailler. Bien que les gouvernements soient confrontés à des défis sans précédent en matière de développement social en raison du déclin démographique, la promotion des mesures de contrôle des naissances se poursuit partout dans le monde.

Il y a 20 ans, les dirigeants de la planète, reconnaissant dans le cadre de la Déclaration de Copenhague qu'il ne suffisait pas en matière de développement social de pourvoir aux besoins matériels, mais qu'il fallait aussi prendre en considération les besoins d'ordre spirituel, ont déclaré : « Nous constatons que, dans tous les pays et régions du monde, nos sociétés doivent mieux répondre aux besoins matériels et spirituels des individus, de leurs familles et des communautés dans lesquelles ils vivent. Nous devons agir sans plus attendre et, aussi, prendre un engagement durable et inébranlable pour les années à venir ». Par ailleurs, il est stipulé au Chapitre I du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social que « le développement social est indissociable de son

contexte culturel, écologique, économique, politique et spirituel. Il ne peut donc pas être envisagé dans une perspective sectorielle ».

Afin de progresser en matière de développement social, Priests for Life recommande de tenir compte des synergies et des liens qui peuvent être établis avec la dimension spirituelle. Bien trop souvent, les débats sur le développement social se heurtent à l'incapacité à prendre en considération les valeurs religieuses des individus et de la société ou, pire encore, les croyances religieuses sont vues comme des « obstacles au progrès », comme lorsque des organisations non gouvernementales internationales tentent de modifier les législations nationales sur l'avortement.

Le recours aux interruptions volontaires de grossesse – qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la « santé reproductive », des « droits en matière de procréation » ou du contrôle démographique – ne bénéficie pas du soutien de tous, n'est pas un droit universellement reconnu et est combattu et limité dans de nombreux pays. Les services de santé devraient être axés sur la vie et ne pas viser à mettre un terme à l'existence d'un patient tout en prenant le risque d'en blesser un autre.

Les progrès doivent se poursuivre dans le monde entier en vue de renforcer la position des femmes en tant que mères et leur fournir les soins de santé maternelle requis durant la grossesse et la naissance afin de s'assurer qu'elles et leurs enfants survivent et s'épanouissent. Parvenir à une procréation saine est un objectif partagé par tous. Priests for Life est convaincu que le succès du développement social passe par la consolidation de la famille au moyen de l'émancipation éducative et économique de tous, hommes et femmes.

Priests for Life estime que l'autonomisation des femmes et des filles est essentielle pour parvenir à la parité et au développement durable, ce qui nécessite de continuer à faire du sujet une priorité urgente et d'assurer aux femmes et aux filles l'accès à l'éducation, à des débouchés économiques, à des formations et des possibilités de financement, comme par exemple des microcrédits. Il faut que des progrès soient réalisés en vue de réduire la mortalité maternelle et néonatale ainsi que le nombre de femmes vivant dans la pauvreté, comme il convient aussi de protéger les femmes et les filles de la violence et des mauvais traitements, ce qui inclut les avortements sélectifs en fonction du sexe, l'infanticide et l'exploitation sexuelle.

Au point 25 de la Déclaration de Copenhague sur le développement social, les chefs d'État se sont prononcés en faveur d'une « conception politique, économique, éthique et spirituelle du développement social, fondée sur la dignité humaine, les droits de l'homme, l'égalité, le respect d'autrui, la paix, la démocratie, la responsabilité mutuelle et la coopération, et le plein respect des diverses valeurs éthiques et religieuses et des milieux culturels des populations ».

Les avancées à venir en matière de développement social sont tributaires de la satisfaction des besoins de ceux qui, tout en vivant dans des contextes culturels différents, ont un même respect pour la foi et la famille, et notamment ceux qui doivent faire face à l'évolution des conditions environnementales.

Priests for Life est d'avis que les politiques de développement social doivent tenir dûment compte des « diverses valeurs religieuses et éthiques et origines culturelles » des populations et les respecter. La religion et la spiritualité donnent un sens et un but à la vie, elles permettent à chaque être humain d'affirmer sa dignité et

participent au bien-être de tous, ce qui constitue la finalité du développement social. Dans le cadre de l'élaboration des politiques de développement social, il convient de se rappeler que le respect de la dignité de la vie est le fondement des droits de l'homme. La vie n'est pas réservée aux êtres privilégiés, parfaits et prévus : elle concerne chaque membre de la famille humaine, y compris les enfants à naître.
